

Le jobs deal de Michel n'est pas lié au sort d'Arco

L'accord de l'été 2018 ne sombrera pas si l'Europe cale sur Arco, assure le vice-Premier Jan Jambon.

BENOÎT MATHIEU

C'est devenu une tradition pour le gouvernement Michel. Boucler de «grands accords» à la faveur de l'été. Le cru 2018 n'a pas fait exception, puisque le gouvernement fédéral s'est entendu sur le «deal pour l'emploi», devant s'attaquer au problème des pénuries sur le marché du travail, la mise en Bourse de 30% de Belfius et le dédommagement partiel des coopérateurs Arco. Entre autres.

Pour l'heure, le tout est comme suspendu. Il y a eu les vacances, certes, qui touchent à leur fin. Sur-tout, la Commission européenne a décidé de s'en mêler, signalant qu'elle devrait valider la solution imaginée pour sortir le CD&V du bourbier Arco. Or l'Europe a déjà invalidé les plans belges par le passé, les qualifiant d'aides d'État.

On le sait, les dossiers Arco et Belfius sont intimement liés. Mais la question est la suivante: le chapitre

sur l'emploi risquerait-il, lui aussi, de passer à la trappe si l'Europe devait recaler le deal Arco? Absolument pas, assure le vice-Premier Jan Jambon (N-VA), dans l'interview qu'il nous a accordée. Pour lui, la chose est claire au sein de la majorité suédoise. *«Ce sont des dossiers totalement indépendants.»*

Le CD&V Kris Peeters l'entendra-t-il de cette oreille, lui qui n'est sans doute pas le plus grand fan de la dégressivité accrue des allocations de chômage? *«Ce deal pour l'emploi, on en a besoin sur le marché du travail. Je pense que le ministre de l'Emploi en est tout aussi convaincu que moi. Personne au sein du gouvernement ne va s'adonner à de la politique à ce point politicienne.»*

Quant au dossier du remplacement des F-16, il devrait prochainement faire l'objet d'une décision, affirme le ministre de l'Intérieur – qui n'en dira pas plus sur le sujet.

Dans la foulée, il confirme ce qui

apparaissait déjà clairement. Les visites domiciliaires ne verront probablement pas le jour sous ce gouvernement. *«Il faut être honnête: sur ce plan, il existe un problème politique, et je le regrette. Parce que, enfin, ce dossier a quitté le registre du rationnel pour basculer dans l'émotionnel. Si la crise du Soudan était survenue quinze jours plus tard, ce texte passait sans encombres à la Chambre. Sauf que non, et il a soudain été interprété dans ce contexte, pris dans une sorte d'amalgame sentimental.»*

«Ce sont des dossiers totalement indépendants.»

JAN JAMBON

VICE-PREMIER N-VA

Jan Jambon

«Michel II? Si cela permet à la N-VA de réaliser suffisamment ses ambitions»

LES PHRASES CLÉS

«Le maintien de l'ouverture des frontières intérieures de l'Europe nécessite la fermeture des extérieures.»

«Le deal pour l'emploi et Arco sont des dossiers totalement indépendants. Personne ne va s'adonner à de la politique à ce point politicienne.»

«Nous irons aux élections avec un programme complet. Parce qu'il reste beaucoup à faire dans le registre communautaire.»

INTERVIEW
BENOÎT MATHIEU

La façade, la vitrine et même les verres. Jaune et noir; ici, tout est aux couleurs de la N-VA. Suite à un déménagement, cet espace planté au beau milieu de la principale artère commerçante se libérait. Une aubaine pour les nationalistes, qui ont mis la main dessus de février à octobre – parfait pour les communales. À l'avant-plan, un bureau pour accueillir les curieux. À l'arrière, une immense table et suffisamment de petits casiers pour tous les candidats. Dont le numéro un n'est autre que Jan Jambon.

Bienvenue à Brasschaat, le fief du ministre de l'Intérieur. Qui revient, en ce jeudi après-midi, d'une tournée auprès d'entreprises de Flandre-Occidentale. Les traits un peu tirés et, surtout, la silhouette fortement amincie: les bonnes résolutions de 2018 se sont montrées plus coriaces que celles des crûs précédents.

Mais bon, la diététique ne figure pas au menu de la rencontre. En guise de préambule, on lui demande ce qu'il pense, lui, le Monsieur «Sécurité» du pays, des propos tenus cette semaine par le chef de la police de Kruike, en périphérie anversoise, qui se dit dépassé et annonce mettre fin à la recherche proactive des migrants en transit. «Allez, à la police comme partout ailleurs, tout le monde doit faire son boulot.»

Cela dit, il reconnaît volontiers. La question migratoire est tout, sauf simple. «Tant que ceux qui veulent passer en Angleterre auront l'impression qu'ils ont une chance via Zeebruges, ils la tenteront; de la même manière que nous jouons au Lotto.» Son angle d'attaque? Le démantèlement des réseaux de passeurs, cible prioritaire de la police fédérale. «Nous n'arrêterons pas d'y travailler jusqu'à ce que les choses soient sous contrôle.» Et faire passer le message suivant: Zeebruges, ce n'est pas la peine d'essayer, cela ne marche pas.

Bien sûr, on ne pourra se passer de l'échelon européen. «J'espère que nous pourrions dégager un consensus. Le maintien de l'ouverture des frontières intérieures nécessite la fermeture des extérieures. Et tant que le business model des passeurs n'est pas remis en cause, ceux-ci vont continuer à chercher, et trouver, les trous dans le filet.»

Elle en détient des clefs, l'Europe. Elle qui a annoncé, par la voix de la commissaire Margrethe Vestager, décourtiquer l'énième solution échafaudée par la Belgique afin de sortir le CD&V du bourbier Arco. Et alors que le gouvernement Michel avait initialement estimé que, cette fois-ci, le feu vert de la Commission n'était pas nécessaire. «On ne va pas jouer à cache-cache avec l'Europe, convient Jan Jambon. Et risquer de mettre en œuvre une solution dont on n'est pas certains qu'elle passera la rampe.» Bref, en la matière, la Belgique est, une fois de plus, suspendue aux lèvres européennes.

Une question de cours

Tout en ayant le regard vissé sur les humeurs des marchés. Parce que l'idée initiale, tout de même, c'est de placer 30% de la banque publique Belfius en Bourse – Michel aurait bien procédé plus tôt, mais le CD&V ne voulait pas entendre parler d'IPO sans dédommagement des coopérateurs Arco. Puisque l'accord de cet été a libéré la voie, faut-il s'attendre à une accélération? «Nous ne sommes pas liés à un timing précis, tempère le vice-Premier N-VA. Le dossier est sur la table du gouvernement, mais tout est une question de cours de Bourse.» A ce petit jeu-là, Michel a sans doute laissé passer quelques opportunités,

Pas de quoi perturber l'optimisme «jambonien». «Nous tenterons de trouver le bon moment dans les semaines qui suivent.»

Un doute, tout de même. Vu qu'en politique belge, traditionnellement, «tout est dans tout» – autrement dit, si un seul élément fait défaut, c'est tout l'accord qui le contient qui prend l'eau. Et que l'équation est limpide: sans introduction en Bourse d'une partie de Belfius, pas de compensation pour Arco. Que se passe-t-il si, une fois encore, l'Europe invalide le bricolage imaginé pour dédommager les quelque 800.000 coopérateurs? Pas d'Arco, pas de Belfius, en somme? «Je ne vais pas jouer au jeu des hypothèses», déclare le ministre.

Par contre, dans son esprit – et au sein de l'équipe gouvernementale aussi, assure-t-

il –, la chose est claire. Si les dossiers Arco et Belfius sont intimement liés, ce n'est en rien le cas du «jobs deal» mitonné par le Fédéral, à la faveur de ce même accord d'été. Le deal pour l'emploi subsistera, quoi qu'il se passe sur le front financier. Le CD&V Kris Peeters l'entendra-t-il de cette oreille, lui qui n'est sans doute pas le plus grand fan de la dégressivité accrue des allocations de chômage? «Je viens d'aller visiter des entreprises. Et c'est sur l'emploi et les métiers en pénurie qu'elles nous attendent! Ce sont des dossiers totalement indépendants et personne au sein du gouvernement ne va s'adonner à de la politique à ce point politicienne. Ce deal pour l'emploi, on en a besoin sur le marché du travail. Je pense que le ministre de l'Emploi en est tout aussi convaincu que moi.»

Avec la double séquence électorale qui s'ouvre, ce fameux «zomerakkoord» contient-il les dernières cartouches tirées par le Fédéral? Pas si vite. Jan Jambon compte encore faire voter, par la Chambre, un texte déjà passé en première lecture et envoyé pour avis, entre autres au Conseil d'État et aux différentes associations des villes et des communes. Calqué sur ce qui se fait aux Pays-Bas, il se penche sur «l'approche administrative», par opposition ici à la voie judiciaire. «L'idée est d'accorder plus de pouvoir aux bourgmestres afin d'agir directement si un réseau criminel tente de s'installer et de blanchir de l'argent. Cela constitue, à présent, ma priorité.»

Faut-il en déduire que le remplacement

des F-16 est, lui, passé à la trappe? Mauvaise déduction, balaie le poids lourd gouvernemental de la N-VA. Une décision est attendue prochainement. Ne tentez toutefois pas d'en savoir davantage. Par contre, il est un dossier qui a effectivement valsé dans les limbes, d'où il risque de ne pas sortir – en tout cas sous cette législature. Les visites domiciliaires. «Il faut être honnête: sur ce plan, il existe un problème politique. Il y a des chances pour que ce point ne passe pas, et je le regrette. Parce que, enfin, ce dossier a quitté le registre du rationnel pour basculer dans l'émotionnel. Si la crise du Soudan était survenue quinze jours plus tard, ce texte passait sans encombre à la Chambre. Sauf que non, et il a soudain été interprété dans ce contexte, pris dans une sorte d'amalgame sentimental. Devenant du même coup problématique, pour le MR surtout.»

«Du sable dans la mécanique»

Voilà pour la dernière (petite) ligne droite de Michel. Et puisque l'heure est plus aux bilans qu'aux grands chantiers de réforme, quel regard jette-t-il sur ces quatre années de coalition suédoise? Michel a-t-il réalisé ses promesses? Les nationalistes ont-ils tenu les leurs? «Je pense bien. De grandes réformes socio-économiques ont été entreprises; je ne vous rappelle pas le mantra de Charles Michel, 'jobs, jobs, jobs'. L'architecture de sécurité du

pays a été revue; tout n'est pas fini, mais de grands pas ont été accomplis. Il existe bien une petite 'tache': le budget. L'équilibre n'a pas été

atteint, comme nous l'avions annoncé. Il faut toutefois se rappeler qu'avec les attentats, la crise migratoire et le référendum sur le Brexit, 2016 a été une année perdue sur le plan de l'assainissement. Je comprends la critique mais il s'agit de circonstances extérieures et objectives; du sable s'est glissé dans la mécanique. Si l'on veut être de bon compte, il faut tout de même reconnaître que la plus grande partie du trajet est accomplie et que nous ne pouvions aller plus loin.» Pas question de «kapotsaneren», dus.

Et que fait-il des déçus qui estiment que la N-VA n'a pas marqué suffisamment de points – et qui se font surtout entendre en Flandre? «Par définition tout le programme électoral de la N-VA n'a pas été appliqué. Nous ne disposons pas de la majorité absolue, à ce que je sache. Prenez les allocations de chômage: elles n'ont pas été limitées dans le temps, comme le prône notre programme. Mais la dégressivité a été renforcée, comme l'annonçait l'accord de gouvernement. C'est une bonne mesure. Moi, je peux vivre avec cela et défendre ce bilan devant l'opinion publique.»

Pensait-il que la route du gouvernement Michel serait moins cabossée? Parce qu'il y en a eu, des tensions, au sein de la majorité. Surtout, sans doute, entre partis flamands – «kibbelkabinet», a ironisé la presse. «Je me rappelle des débuts, à la Chambre, avec Laurette Onkelinx qui nous traitait de nazis. Non, je n'ai jamais pensé que ce serait simple.» Et des regrets? En a-t-il des regrets? De douloureuses concessions ont-elles été consenties? Il rit. «Le communautaire. On l'a mis de côté pour cinq ans. Vous ne croyez pas que cela suffit comme cela?»

Qu'en est-il alors pour les cinq ans à venir? Est-il prêt à ne pas rouvrir la porte du fameux frigo? «Nous irons aux élections avec un programme complet. Parce qu'il reste beaucoup à faire dans le registre communautaire; dans de nombreux domaines, l'architecture belge actuelle doit être repensée. Après les élections, nous verrons bien quelles cartes nous pourrions jouer, et ce que nous pouvons attendre de nos éventuels partenaires.»

Signerait-il des deux mains pour un Michel II, le retour? «Cela ne m'intéresse pas. La question qui m'intéresse est la suivante: avec quel type de gouvernement la N-VA pourra-t-elle réaliser suffisamment de ses ambitions? Si c'est une forme de Michel II, tant mieux. Parce que j'ai travaillé avec plaisir avec Charles Michel.» Mais si un Michel II ne «goûte» pas assez la N-VA, eh bien, cela sera sans la N-VA. «Que pouvons-nous accomplir? La question du contenu précèdera celle du casting.» Casting quand même: un Premier ministre nationaliste, cela lui paraît souhaitable? Pas forcément. «Vous savez, la formation qui fournit le Premier est toujours celle qui doit consentir le dernier effort pour forger un compromis.»

Où se lancera Jan Jambon dans la bataille, en mai 2019, lui qui n'est pas un grand partisan du couplage électoral – «chaque niveau de pouvoir mérite sa sanction par le vote» – et trouve que ministre-président flamand est le plus beau mandat qui puisse exister? «Où le parti me jugera utile, même si j'ai toujours travaillé à la Chambre. Je suis arrivé dans ce parti lorsqu'il ne disposait que d'un seul siège, vous pensez bien que ce n'était pas pour un poste précis – si on m'avait dit qu'un jour, je serais vice-Premier.»

En attendant, il y a des communales à mener, et à gagner. Dans la région d'Anvers, notamment. Prudent, l'homme ne se risque pas à avancer des objectifs chiffrés. «Dans les communes où nous avons pris nos responsabilités, il faudra faire au moins aussi bien.» Perdre un mayoral, par exemple, ferait mauvais genre.